

# Les enfants des demandeurs d'asile, entre désir d'intégration et crainte d'expulsion

L'attente, le temps d'obtenir "le droit de survivre", éprouve les demandeurs d'asile. Les enfants, scolarisés, sécurisés par des assistants sociaux qui s'occupent d'eux en particulier, socialisent plus vite que leurs parents. Leur vitalité est salvatrice, tandis que le bien fondé du départ est parfois remis en cause. Pour les jeunes adultes, la question du "devenir français" émerge rapidement, avec un projet dominant : se faire accepter. La désillusion sera amère si, finalement, la demande d'asile est refusée.<sup>(\*)</sup>

par **Jacques Barou**,  
chercheur au Centre  
national de la recherche  
scientifique

Il faut d'abord rappeler que les familles hébergées dans les centres d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada) ne sont qu'une minorité par rapport au nombre de demandeurs d'asile enregistrés actuellement en France. En 2003, on disposait d'un peu plus de 15 000 places en Cada ou en Auda (Accueil d'urgence des demandeurs d'asile, formule équivalente avec moins de moyens financiers) pour plus de 56 000 demandeurs d'asile – 85 000 si l'on inclut les demandeurs d'asile territorial et les membres de leurs familles.

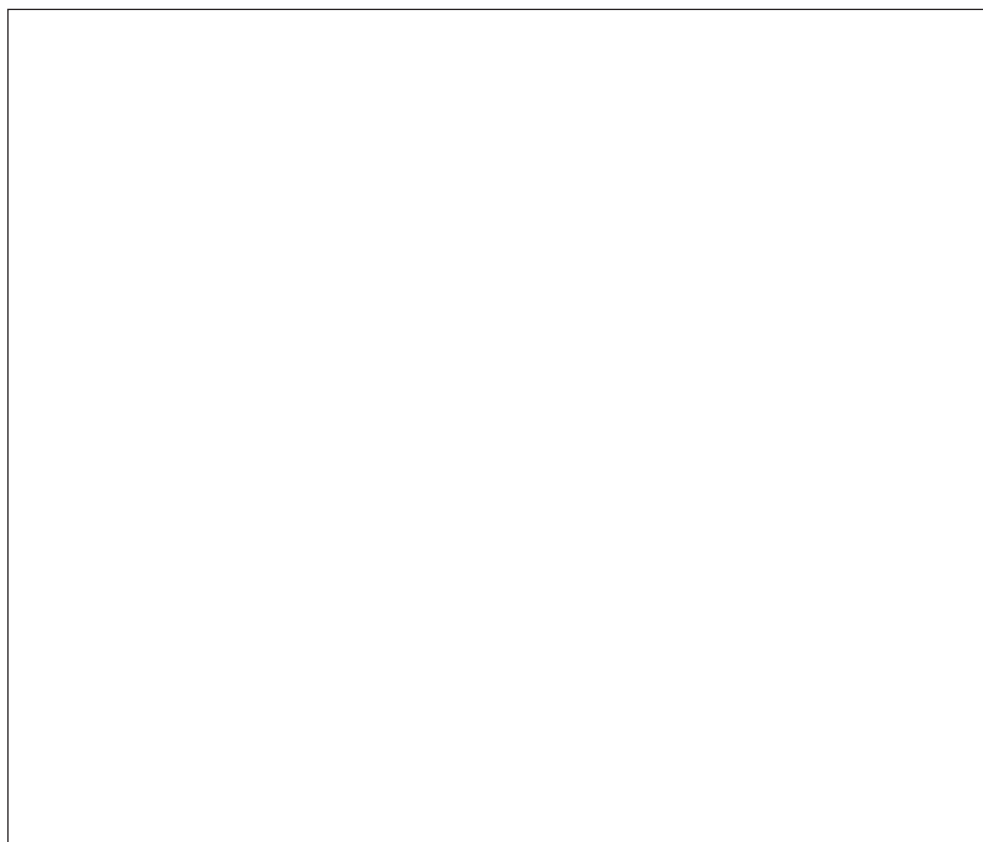
Avant de pouvoir bénéficier de cet hébergement et de la prise en charge qui l'accompagne, beaucoup de familles ont connu des situations précaires en série. Elles ont dû vivre dans des hôtels souvent peu confortables, sans possibilité de faire leur cuisine et souvent dans une grande promiscuité. Certaines ont eu recours à l'hébergement chez des parents ou des compatriotes, souvent eux-mêmes encore en difficulté et donc peu désireux d'apporter leur aide aux nouveaux venus. D'autres ont connu l'hébergement d'urgence aux côtés des populations marginales qu'elles n'imaginaient pas fréquenter. Car même si les centres d'accueil sont souvent situés dans des foyers de travailleurs dont la conception architecturale ne se prête guère au logement de familles, le fait d'y être admis représente une amélioration considérable par rapport aux situations précédentes. Cela inaugure une période de stabilité qui permet de se reconstruire après toutes les épreuves qui ont provoqué l'exil du pays d'origine et continuent souvent d'accompagner les familles dans leur parcours. Pour les enfants, c'est l'occasion de vivre une nouvelle socialisation dans un milieu où il est possible de se faire des amis de leur âge et de bénéficier d'un encadrement éducatif. La plupart d'entre eux saisissent avec vigueur cette opportunité de s'intégrer à un nouveau milieu, qui leur permet de prendre leurs dis-

---

\* Cet article s'inspire d'une recherche réalisée en 2003 à la demande de la Sonacotra et du comité français pour l'Unicef sur les familles de demandeurs d'asile hébergées en Cada (centres d'accueil pour demandeurs d'asile). Jacques Barou et Marie-Rose Moro (sous la dir.), préface de Boris Cyrulnik, *Les enfants de l'exil, étude auprès des familles en demande d'asile dans les centres d'accueil*, octobre 2003, 330 p.

tances par rapport aux souvenirs qui les poursuivent depuis leur départ du pays. Ils réussissent en général très bien à s'adapter et font vite des projections sur un avenir en France.

Le problème est que cette période plutôt positive pour eux se déroule sur un fond d'incertitude et d'attente. Le centre d'accueil représente une offre d'intégration à la société, tandis qu'en parallèle le traitement de leur dossier se fait sans qu'ils soient informés des issues possibles de leur demande, ce qui laisse toujours la place à l'espoir mais aussi à l'inquiétude. Beaucoup de familles vivent en effet dans la hantise d'une réponse négative de la part de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (Ofpra) ou de la Commission des recours, pour celles qui ont déjà obtenu un premier refus. Les plus âgés des enfants sont conscients de l'incertitude qui pèse sur leur devenir au-delà de la période protectrice qu'ils vivent au sein du centre d'accueil, comme l'exprime cette jeune albanaise de dix-neuf ans rencontrée au cours des enquêtes : *“On ne peut pas prévoir l'avenir maintenant, c'est le temps qui décidera de beaucoup de choses. Quand on attend, on est perdu entre ciel et terre... Aujourd'hui, je me sens comme une personne qui demande un droit pour survivre, moi et ma famille.”*



## *Une attente de plus en plus longue et incertaine*

Ces mots reflètent bien le vécu de nombreuses familles de candidats au statut de réfugié. Le déroulement de la procédure d'examen des demandes prend de plus en plus de temps. L'attente est longue et l'issue incertaine. L'angoisse qui en résulte s'ajoute aux diverses souffrances vécues dans le pays d'origine et aux souvenirs pénibles accumulés au cours du voyage vers la France. Au sein des familles, des interrogations émergent autour du bien fondé du choix du départ. Les parents ressentent parfois une sourde culpabilité d'avoir entraîné leurs enfants dans l'exil. Ceux-ci sont souvent partagés entre la nostalgie des moments heureux passés au pays et l'adhésion au discours de leurs parents sur les risques encourus si l'on était resté. Pour les adultes réduits à une oisiveté forcée et pour certains adolescents qui ne peuvent plus bénéficier de scolarisation ou de formation, le lent écoulement du temps offre une redoutable perméabilité aux souvenirs que l'on voudrait bien effacer.

Mais en même temps, le fait de vivre au sein d'une collectivité encadrée offre d'importantes ressources pour échapper au malaise créé par une telle situation. Les enfants en sont incontestablement les principaux bénéficiaires. À travers l'école, les loisirs organisés sur place et les différentes sorties et animations proposées par le personnel des centres, ils peuvent s'investir dans une communauté enfantine dynamique et vivante. Ils peuvent y nouer des amitiés, y échanger des confidences, se projeter vers l'avenir, ce qui en fin de compte fait naître chez eux un désir de s'installer durablement dans le pays où leur exil les a conduits. Même si cela ne fait pas disparaître les souffrances engendrées par l'exil et tout ce qui l'a précédé dans le pays de départ, ils peuvent au moins mettre les mauvais souvenirs entre parenthèses. Le bien être que trouvent les enfants dans les centres d'accueil a des répercussions positives sur les parents. Pour ceux des adultes qui vivent le plus mal les conséquences de l'exil, l'inactivité forcée et l'angoisse de l'attente, le spectacle de la vitalité déployée par les enfants constitue parfois une véritable bouée de sauvetage, comme le constate un animateur rencontré au cours des enquêtes : *"La vie des enfants... Si les parents n'avaient pas ça, il y en a qui auraient sauté par la fenêtre depuis longtemps !"*

Toutefois, les efforts d'adaptation des adultes et l'insertion rapide des enfants dans le milieu local risquent de n'être que des avancées sans lendemain si la demande d'asile est rejetée et si la procédure de recours n'aboutit pas. Les familles de demandeurs d'asile sont placées dans une situation paradoxale. Elles sont invitées à s'adapter au pays d'accueil comme si elles devaient y vivre de façon quasi définitive et en même temps elles sont soumises à une attente au terme de laquelle il peut leur être signifié que leur séjour doit s'interrompre dans les plus brefs délais. Dans les centres d'accueil, cette adaptation est grandement facilitée par la présence d'un personnel qui appuie les familles dans leurs démarches

administratives, assure la scolarisation de leurs enfants et entreprend même souvent de faire évoluer leurs pratiques éducatives pour les rapprocher des normes en cours dans la société française.

Mais avec le temps, les familles se retrouvent en situation de dépendance vis-à-vis de cet encadrement. Les difficultés ultérieures d'accès à un logement autonome et les problèmes d'entrée sur le marché du travail prolongent cette dépendance. Celle-ci n'est souhaitée ni par les familles ni par les intervenants sociaux et les animateurs qui agissent dans les lieux d'accueil. Elle résulte des effets d'une politique d'accueil qui a été dépassée au cours des dernières années par l'augmentation rapide des flux de demandeurs.


On est en effet passé de 22 375 demandes en 1998 à plus de 56 000 en 2003. De ce fait, l'examen des demandes est plus long. Entre le moment où le demandeur retire son dossier en préfecture et celui où il reçoit une réponse de l'Ofpra, il s'écoulait

en moyenne vingt et un mois en 2002. Mais avec les recours, le temps d'attente d'une réponse définitive peut parfois aller jusqu'à cinq ans. Quant à la durée de séjour dans les centres d'accueil, elle est passée de 287 jours en moyenne en 1994 à 477 jours en 2003. L'entrée en application de la nouvelle loi sur la demande d'asile votée en 2003 devrait réduire ces temps d'attente, mais avec le risque pour les demandeurs de voir également réduit le temps qui leur est nécessaire pour constituer un dossier crédible.

Toujours est-il qu'actuellement, les centres deviennent pour les familles qui y sont hébergées un habitat presque permanent où certaines restent des mois voire des années. L'inactivité forcée qui demeure la règle pour les adultes se prolonge donc avec toutes les conséquences qu'elle peut avoir sur la vie familiale. Une fois le statut de réfugié obtenu, il n'est pas toujours facile de quitter les centres. Les difficultés d'accès au logement et à l'emploi expliquent que beaucoup de familles de réfugiés "statutaires" sont encore présentes dans ces lieux en principe réservés aux seuls demandeurs d'asile.

### *L'enfant, ses proches et le centre d'accueil*

Pour comprendre le vécu des enfants rencontrés au cours de cette enquête, nous avons tenu compte des rapports qui les lient à cet environnement intime élargi que constituent le centre d'accueil et son proche environnement. Ce milieu apporte aussi aux enfants un certain nombre de ressources pour résister aux épreuves plus ou moins rudes qu'ils ont vécues et continuent parfois de vivre.

 *"Le voyage, non, je ne me rappelle pas. C'était noir, c'était la nuit, je ne me rappelle plus. C'était long, j'ai vomi. J'ai tout oublié. Je suis en France, je veux oublier tout ce qui s'est passé en Albanie."*



Le passé récent des enfants actuellement hébergés dans les Cada et les Auda est en effet chargé d'épisodes pénibles dont le souvenir continue de les perturber. Pour autant, l'installation dans un milieu protégé avec une prise en charge institutionnelle qui vise à atténuer les soucis matériels et psychologiques représente pour eux une période stabilisante au cours de laquelle ils donnent souvent l'impression de se remettre à vivre, avec tout le dynamisme et l'apparente insouciance qui caractérise cette période de l'existence. Peuvent-ils cependant se débarrasser durablement du souvenir des épreuves accumulées et surtout rester à l'écart des soucis qui habitent leurs parents ?

Beaucoup d'enfants témoignent d'une grande inquiétude pour leurs parents quand ceux-ci manifestent trop leurs soucis et leurs difficultés. Même s'ils sont perturbés eux-mêmes par le malheur qui semble frapper leurs parents, ils ont envers eux une attitude de compassion, comme cette petite fille de six ans qui dit vouloir devenir plus tard médecin pour les soigner : *“Je voudrais devenir médecin pour soigner papa et maman. Maman pleure, papa est triste.”*

Mais ils ont aussi des perspectives sur un avenir plus positif à travers l'école et les espoirs que l'on y trouve, les camarades avec lesquels ils partagent jeux et petits secrets, les enseignants et les intervenants sociaux auprès desquels ils trouvent un soutien. Une adolescente de quatorze ans exprime bien ce rôle que joue l'environnement actuel pour prendre de la distance avec les mauvais souvenirs : *“Le voyage, non, je ne me rappelle pas. C'était noir, c'était la nuit, je ne me rappelle plus. C'était long, j'ai vomi. J'ai tout oublié. Je suis en France, je veux oublier tout ce qui s'est passé en Albanie. Maintenant, je suis à l'école, je travaille beaucoup à l'école et alors j'oublie tout.”*

À travers l'école, les enfants sont placés face à des adultes qui agissent envers eux à partir de principes éducatifs sensiblement différents de ceux qui ont cours au sein de leur famille. Les parents sont parfois surpris des changements de comportement de leurs enfants à leur égard. Ils attribuent cela à l'influence dominante de la société d'accueil et au caractère à leurs yeux excessivement permissif des principes éducatifs qui y règnent aujourd'hui.

Les conditions d'accueil des familles de demandeurs d'asile tendent inévitablement à transformer les rapports entre parents et enfants. Les enfants peuvent être scolarisés. Ils ont accès à diverses activités extrascolaires, participent à des animations. Ils partent parfois en vacances avec des familles françaises. Les parents ne peuvent pas travailler. Ils doivent se contenter des loisirs que leur permet un pécule très modeste. Ils ont beaucoup moins d'ouverture sur la société d'accueil que les enfants. Leur univers social est beaucoup plus étriqué. Dans ces conditions, comment les relations entre parents et enfants ne seraient-elles pas modifiées ?

### *Les enfants, soutien et inquiétude des parents*

Les enfants jouent un rôle très important pour aider les parents à garder espoir et à poursuivre leurs démarches. Leur bien-être apparent, leur vitalité et parfois aussi leur réussite scolaire sont des facteurs positifs, des sources de réconfort ou même de fierté. Mais il y a aussi chez les parents un certain nombre de préoccupations quant à leurs évolutions. La première est de leur épargner le souvenir des drames vécus au pays et la conscience des incertitudes quant à l'avenir. Un couple de Soudanais qui n'a qu'une seule fille explique comment ils font tout pour lui épargner le partage des mauvais souvenirs et des soucis d'avenir. *“On ne parle pas du tout des événements ou des raisons qui nous ont fait fuir le Soudan avec Marina, non, jamais ! Quand on aura le statut et que j'aurais un boulot, on n'en parlera pas, pas encore, elle est encore trop petite. C'est encore un ange. Elle mange bien, elle va à l'école. On la gâte. Je n'utilise pas le mot asile devant elle. Je ne veux pas troubler son esprit. Elle connaît les termes néga-*

*tif et positif, c'est tout. Nous essayons toujours de nous montrer optimistes avec elle. On n'aime pas qu'elle ait du chagrin."*

La perte de tout rôle économique actif fragilise les parents qui craignent de se voir dévalorisés aux yeux de leurs enfants. C'est surtout le cas des pères qui prennent conscience que leur situation actuelle modifie l'image qu'ils offraient auparavant à leurs enfants. *"Ils ont eu un père actif, un père qui sortait tous les matins et qui revenait le soir, un père qui n'était pas tout le temps avec eux à la maison. C'est vrai que les enfants sentent une certaine différence parce que, depuis que nous sommes en France, partout où nous sommes passés pour arriver en France, ils ont un papa qui est presque inactif, qui ne sort presque plus et les enfants doivent s'accommoder de cette vie là"*, dit un Congolais, père de quatre enfants. Pour beaucoup, la survalorisation

des enfants qu'ils observent dans la société française et les protections dont ceux-ci sont entourés apparaissent comme un risque de perte d'autorité parentale.

Beaucoup de rumeurs sont colportées sur la permissivité excessive dont jouiraient les enfants en France et sur la propension des

institutions à intervenir dans les affaires familiales dès que les enfants s'estimeraient en risque de subir des maltraitances. *"Ici les enfants ont le pouvoir. L'enfant s'il veut quelque chose, si tu lui donnes la fessée, l'enfant peut appeler la police. Chez nous, ça n'existe pas ! Nous, ici, on n'a pas le pouvoir. Si les enfants ne respectent plus les parents, cela ne durera pas. La Bible le dit ! Cette liberté affaiblit les parents"*, constate un Angolais père de six enfants.

L'accusation systématique de permissivité formulée à l'égard de la société française cache en fait un désarroi devant une évolution des enfants que l'on n'arrive pas à maîtriser. La télévision, l'école, l'exemple des copains représentent des influences qui contrarient la volonté des parents de transmettre les valeurs de leur culture d'origine. Une jeune femme irakienne déplore une évolution de ses enfants, qu'elle explique par l'influence de la société d'accueil : *"Je trouve que mes enfants ont changé. Nous, on leur dit quelque chose, la maîtresse, la télé leur dit autre chose. Ici, on utilise beaucoup l'ordinateur et pas assez le cerveau. C'est un défaut. Il n'y a plus de place au rêve, à l'imaginaire, à l'innocence. La maîtresse dit : c'est pas Dieu qui a créé tout ça, c'est comme ça, naturel. Et nous, on leur dit de prier Dieu avant de s'endormir..."*

Pour les familles qui n'ont encore qu'une situation de demandeurs, il est difficile de faire des projets d'avenir pour les enfants. Le souhait général est qu'ils restent en France, y fassent leur vie et de préférence

Chez les enfants, les souvenirs du pays sont rarement exprimés. Tout est refoulé vers l'inconscient. Dans les dessins

qu'ils produisent ressortent souvent une forte angoisse et un désir de protection.

deviennent français. Toutefois, beaucoup expriment l'idée qu'ils voudraient bien ne pas les voir oublier leur pays d'origine. Dans l'incertitude qui caractérise leur position actuelle, le fait de vouloir que les enfants gardent le souvenir du pays et sa culture apparaît comme un fil conducteur auquel se raccrocher. Pour ceux qui ont obtenu le statut de réfugié, les choses sont plus claires. La possibilité de construire un avenir en France ne peut plus être remise en cause pour eux, mais ils se heurtent aux difficultés concrètes pour trouver leur place dans leur nouveau pays. Plusieurs familles vivent du revenu minimum d'insertion (RMI). Ceux qui travaillent occupent souvent des postes précaires ne correspondant pas à leur niveau de compétence.

Si beaucoup d'adultes n'espèrent plus beaucoup pour eux-mêmes en matière de promotion sociale, ils attendent que leurs enfants se voient offrir des chances un peu plus solides. Mais là aussi, les déceptions sont souvent au rendez-vous. Beaucoup de parents ne connaissent pas toutes les subtilités du système éducatif français. Au-delà de l'école primaire, les enjeux de l'orientation ne sont pas toujours bien compris. Il n'y a plus le personnel des centres d'accueil pour rapprocher l'école des familles. Parmi les familles de réfugiés statutaires ayant quitté les foyers, il y a quelques cas d'adolescents qui ont de brillants résultats mais la majorité se retrouve plutôt en lycées professionnels et dans des filières courtes.

### *Diversité des attitudes des enfants*

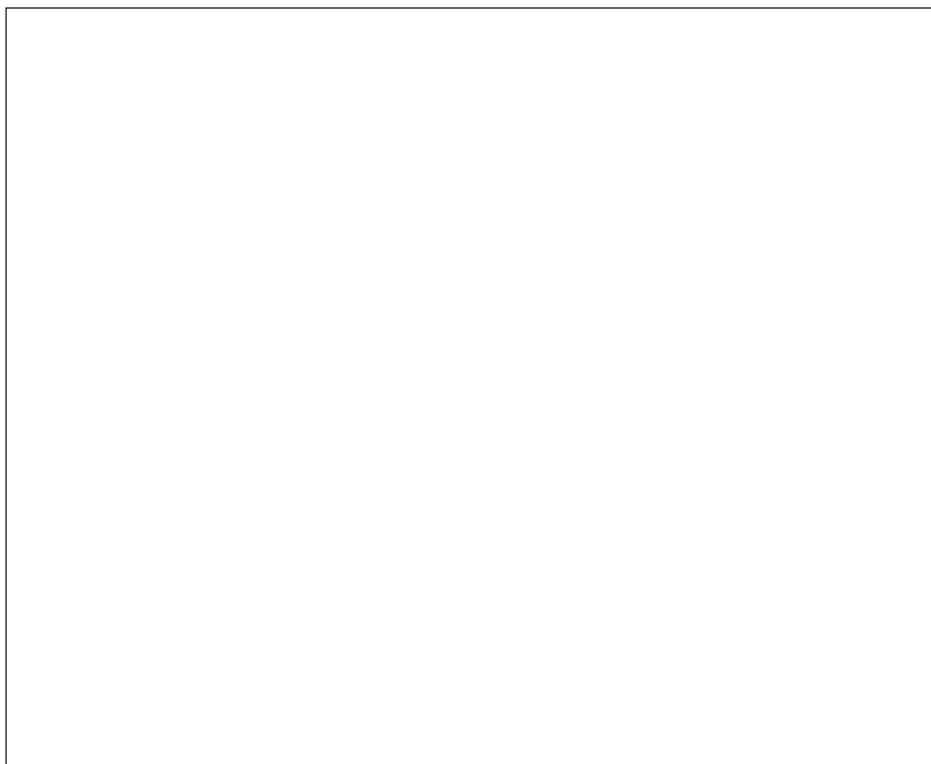
Parmi les enfants rencontrés, on pourrait distinguer quatre grandes catégories selon les âges. Tout d'abord les jeunes adultes, de dix-neuf à vingt-trois ans. Ceux-ci ont une capacité d'exprimer de manière tout à fait explicite ce qu'ils ont vécu au pays. Ils ont été parfois associés à la décision de leurs parents de le quitter. Certains ont adhéré dès le départ à cette décision, d'autres disent avoir quelques difficultés à en comprendre toutes les raisons même s'ils ne la remettent pas en cause. En France, ils sont surtout préoccupés de leur avenir professionnel. Le retard pris dans les études les amène à réviser à la baisse leurs ambitions initiales. Vis-à-vis des parents, ils témoignent d'une certaine solidarité, parfois empreinte de compassion. Ils comprennent le sentiment de dévalorisation sociale que ceux-ci ressentent à devoir rester inactifs, ou à ne vivre que du RMI ou d'emplois précaires et sous-qualifiés quand ils sont devenus statutaires.

Une jeune Iranienne de vingt et un ans revendique ainsi pour son père, propriétaire d'une imprimerie au pays, le droit de se voir reconnaître un minimum de savoir-faire : *“Pour mon père, c'est encore plus dur. Il est imprimeur depuis toujours, mais comme il parle pas bien le français, il ne trouve pas de travail. Alors, il n'a pas le moral parce qu'avec le RMI, c'est dur, dur... Est-ce qu'on peut penser des fois que*



*les gens qui viennent d'autres pays peuvent avoir un niveau social élevé et une culture riche et un métier. Ils ont aussi de la dignité..."*

Les adolescents de quinze à dix-neuf ans offrent des profils plus contrastés. Certains, les plus jeunes en général, sont encore en souffrance. Ils sont très demandeurs d'un appui psychologique et affectif de la part du personnel des centres, car leurs parents leur semblent trop préoccupés pour faire appel à eux. D'autres, à peine plus âgés, font preuve d'une maturité étonnante. Ils sont capables d'analyser sereinement les difficultés qu'ils ont vécues au pays. Ils mettent quelquefois en doute le bien fondé de la décision de l'exil. Néanmoins, ils restent solidaires des parents.



En ce qui concerne la vie sociale en France, deux facteurs ont chez eux une importance déterminante. Tout d'abord, le fait d'être scolarisés ou non a des incidences sur leur moral. Les centres d'accueil ne proposent pratiquement rien pour les adolescents de dix-sept, dix-huit ans et, s'ils n'ont pas d'autre ouverture sur la société, ils sont vite réduits à un ennui pesant. Le fait d'être déjà francophones représente aussi un atout appréciable pour se constituer un réseau d'amis. Pour ceux qui ont pu être scolarisés, il est souvent difficile de rattraper leur retard même si ils sont francophones. Certains se résignent et développent des projets

de carrière plus modestes que ceux qu'ils avaient au début. D'autres gardent encore l'ambition de faire de longues études.

Ils sont plus attirés par la grande ville et très perméables aux influences de la mode. Ils adhèrent vite au type de culture juvénile que partagent les adolescents français. Ils se sentent toutefois différents de ces derniers sous un certain nombre d'aspects. Ils jugent les camarades français qu'ils fréquentent dans les collèges et les lycées plutôt immatures : *“Celui qui est du même type que moi, qui est parti, qui n'est pas français, il comprend mieux. J'ai beaucoup d'amis mais mes meilleurs amis, c'est des étrangers, ils s'intéressent. Les autres ne connaissent rien. En général, je suis plus adulte que les garçons de ma classe”*, dit un adolescent mongol de quinze ans.

### *Des adolescents investis dans le présent*

Les enfants et pré-adolescents de huit à quatorze ans sont tous scolarisés. Ils bénéficient de diverses activités d'animation, de sorties, de loisirs encadrés, ils s'investissent énormément dans tout cela. Ils disent souvent avoir oublié ce qu'ils ont vécu de pénible au pays et au cours de leur voyage. Leur mémoire n'en conserve que des images positives. Le pays d'origine reste souvent associé à la quiétude et à l'innocence de l'enfance. Dans l'évocation de leurs souvenirs, le thème du jardin, symbole de bien-être et de retour à l'enfance revient très souvent. Une petite soudanaise de neuf ans se souvient, les yeux brillants, du jardin où elle jouait avec ses cousins et cousines : *“Il y avait un grand, grand jardin. Il y avait plein, plein, plein de fruits. Je montais sur les arbres et je mangeais comme j'avais envie. Hum, c'était bon ! On mangeait tous autour de la table dans le jardin... Je n'oublierais jamais. Je rêve des fois, souvent. Je me retrouve au milieu du jardin et je mange des fruits et j'ai le jus du raisin qui coule sur le bout de mes lèvres. Je rêve beaucoup, j'aime beaucoup là-bas. Des cousins, des cousines, on rigolait tout le temps.”*

Malgré la nostalgie, ils font preuve d'une grande capacité d'investissement dans le monde présent. L'école est en général très appréciée. C'est un lieu de convivialité où l'on peut se faire des amis mais c'est aussi un lieu de travail qui est tout à fait admis comme tel. Malgré les handicaps initiaux, en particulier sur le plan linguistique, ils obtiennent vite de bons résultats. Les relations avec les enseignants sont en général bonnes. Ils comprennent et apprécient la pédagogie d'éveil et de participation qu'ils découvrent à l'école française, souvent très différente de celle qui a cours chez eux. Ils forment vite un milieu solide avec les autres enfants vivant dans le centre d'accueil. Des attachements se nouent entre enfants qui se sont connus là. Le départ des amis intimes est souvent vécu comme un nouveau déchirement, qui vient réactualiser la souffrance d'avoir quitté les amis au pays. Certains

reviennent dans le foyer où ils ont passé les premières années de leur vie en France. C'est un lieu qui a pris souvent beaucoup de sens pour eux. Ils gardent aussi la relation avec les intervenants sociaux, tout ceci composant pour eux les pièces d'une famille élargie qu'ils associent à cette nouvelle naissance vécue en arrivant en France, contraints à repartir à zéro, à constituer autour d'eux une nouvelle sociabilité, à se voir précipiter vers un nouveau devenir qu'ils n'avaient pas choisi mais auquel ils ont adhéré souvent de toute leur énergie.

Chez les enfants les plus jeunes, les souvenirs du pays ne sont que rarement exprimés. Ils sont flous. Seules les images des grands-parents, de certains frères ou sœurs restés là-bas sont évoquées, le plus souvent avec douleur. C'est surtout chez eux qu'il semble y avoir de la souffrance. Ils ne disposent pas encore du niveau de langage suffisant pour exprimer ce qu'ils ont vécu. Tout est refoulé vers l'inconscient. Dans les dessins qu'ils produisent ressortent souvent une forte angoisse et un désir de protection. Les parents restent encore les personnages centraux de la vie des plus petits, même s'ils entrent assez vite en concurrence avec les enseignants, le personnel des foyers et les premiers amis qu'ils se font à l'école et dans le foyer.

### *Devenir français ?*

Rester en France et devenir français, c'est ce que souhaite l'immense majorité des enfants rencontrés lors de cette enquête. La plupart, qu'ils soient encore demandeurs ou déjà réfugiés, affirment que leur avenir se situe en France et qu'ils ne voient pas d'inconvénient à devenir français. Toutefois, le fait de le vouloir n'a pas la même signification pour les uns et les autres. Pour certains, c'est la conséquence logique du rejet de leur pays d'origine en raison de ce qu'ils y ont subi. *"Je ne veux pas être une Albanaise parce que ça me fait honte l'Albanie, ce qui se passe là-bas, mais quand même c'est mon pays. Ça ne me gêne pas de devenir française au contraire. Je ne me sens pas étrangère ici"*, dit une collégienne de quatorze ans.

Pour d'autres, le rejet du pays d'origine n'empêche pas forcément de conserver une certaine part de l'identité d'origine. *"De toute façon, du moment qu'on est là, qu'on est loin de l'Algérie, je m'en fous. Quitte à rester, je m'en fous. À partir du moment que je suis loin de l'Algérie, que j'habite dans un foyer ou un trou à rats, je m'en fous. Je peux aller n'importe où du moment que c'est en France et loin, loin de l'Algérie... Je vais demander la nationalité française, comme ça, je ne serais plus algérienne. Je veux l'effacer. Mais pas kabyle, bien sûr que non ! Je serai une Française kabyle,"* précise une lycéenne.

Subie ou revendiquée, la différence liée aux origines peut s'harmoniser plus ou moins bien avec la volonté de devenir français. La manière dont on vit sa différence dépend moins de son origine que du

contexte dans lequel cette différence vous est renvoyée à travers le regard des autres. Ainsi les enfants africains rencontrés dans un centre d'accueil situé dans une petite ville de Savoie font plus état de leur différence de couleur que ceux rencontrés dans les centres d'accueil de Lyon. *“Oui, je pense devenir française. Pour le moment, je me sens angolaise. Tous les enfants me regardent quand je suis à la table parce que je suis noire et que je ne parle pas encore bien le français. J'aurais les papiers français, mais ma mentalité restera toujours angolaise,”* dit une collégienne de treize ans.

Les plus jeunes sont moins sensibles à cette question de couleur. Pour eux, ils deviennent français par simple oubli de leur culture. Un petit Congolais de huit ans exprime ainsi l'évolution qu'il pense être en train de vivre. *“Je me considère comme*

*Français parce que je parle mieux le français. Je ne parle plus ma langue maternelle parce que je n'ai pas l'habitude, j'ai oublié.”* Une autre enfant congolaise de dix ans exprime quant à elle un point de vue intermédiaire, où elle affirme une double identité par la

langue et la couleur : *“Je me sens française parce que je suis habituée à parler français. Je suis africaine un petit peu parce que ma peau est marron.”* Une adolescente angolaise qui vit à Lyon trouve à s'accommoder de sa différence de couleur en faisant le constat qu'elle n'est pas seule dans ce cas. *“Moi, je me sens bien. Je suis comme une Française, sauf que j'ai la peau noire. Mais il y a beaucoup de Noirs ici. Ça ne me gêne pas. Je veux vivre ici, me marier ici. Je regrette juste la famille là-bas et ma sœur et mes cousines, c'est tout. Sinon, je ne veux plus jamais retourner là-bas.”*

Pour ceux qui restent attachés aux valeurs de leur culture et ne font pas un rejet total de leur pays d'origine, devenir français, ce n'est qu'une question de papiers. C'est ce que précise un jeune Irakien de dix-sept ans : *“Là, je resterai un étranger pour les autres et dans mon cœur même si je demande la nationalité française. C'est plus facile, c'est tout, avec des papiers français, mais au fond de moi, je me sentirais irakien. Je ne me marierai pas avec une Française parce que ce n'est pas la même culture. Moi, je veux garder les valeurs arabes. Une Française, elle te laisse tomber. Tu as plein de gens ici, ils se marient deux ou trois mois et après ils divorcent.”*

Dans l'ensemble, au-delà du rejet ou de l'attachement aux origines, la plupart ont des souhaits relativement clairs et simples par rapport à leur avenir. Ils veulent tout simplement trouver leur place dans le nouveau pays où les a conduits un exil non choisi et souvent mal compris mais qu'ils n'imaginent pas remettre en cause. L'identité souhaitée c'est celle qui vous rapproche des autres, qui vous rend “comme tout le monde” ainsi

“Moi, je veux être comme tout le monde, qu'on me respecte et que je réussisse bien dans la vie.”  
Une albanaise de neuf ans.

que l'exprime une petite Albanaise de neuf ans : *"Moi, je veux être comme tout le monde, qu'on me respecte et que je réussisse bien dans la vie."* Elle associe ainsi absence de différence, estime de soi et réussite.

Un jeune Congolais de dix-sept ans précise davantage un projet d'avenir qui ressemble à celui de bien des adolescents, qu'ils soient français, enfants d'immigrés ou demandeurs d'asile. *"Oui, je voudrais bien devenir français, me marier ici, avoir un bon boulot, une femme qui a bien fait ses études, qui travaille, qui ne reste pas à la maison, blanche ou noire, ça m'est égal... Quand tu as un bon boulot, que tu respectes les gens, les lois, tu peux te faire accepter même si c'est plus dur pour un noir, arabe et musulman, c'est possible. Il y en a qui ont réussi, hein !"*

Au-delà de toutes les différences dues à l'âge, aux cultures d'origine, au milieu familial et aux trajectoires suivies, c'est un peu ce que veulent tous les enfants de demandeurs d'asile et de réfugiés rencontrés lors de cette recherche. L'existence d'un tel projet n'est-elle pas déjà en soi une certaine preuve de la réussite de l'accueil dont ils ont bénéficié ? Mais cette réussite n'est-elle pas trop belle, quand on sait que rien ne garantit que ces enfants obtiendront le statut qui leur permettrait de réaliser leurs projets d'avenir ? ◀



**Chirine Mohseni**, "L'accueil des demandeurs d'asile en France : le cas des Kurdes de l'East Sea"  
► Dossier *Les frontières du droit d'asile*, n° 1238, juillet-août 2002